

Services Publics en danger !

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Publié le 11 juin 2015

Pourquoi le Mouvement pour un Socialisme du 21e siècle (MS21) ne participera pas à la Convergence des Services Publics à Guéret le 13 juin 2015

Nous assistons depuis près de 20 ans à la dégradation des services publics et même à la disparition de certains qui ont été totalement privatisés comme le gaz ou les télécommunications. D'autres le sont partiellement comme l'électricité. Quant aux chemins de fer, la poste et l'hôpital, ils sont passés à une logique capitaliste qui broie les salariés et méprise les intérêts de l'usager. Pourquoi ne pas se grouper et ne pas lutter tous ensemble contre cette dégradation ? Cela semble le bon sens.

Mais qui est l'acteur de cette destruction des services publics dont certains remontaient parfois à des centaines d'années? Le gouvernement, disent

certains, car c'est lui qui prend les décisions de privatisations ou de diminutions de crédits.

Quel est son objectif? Bien sûr, satisfaire l'oligarchie nationale qui peut se payer voitures de luxe, avions, cliniques privées et qui, maintenant actionnaire des entreprises autrefois nationales, considère comme négligeables les augmentations de la facture de gaz ou d'électricité. Satisfaire aussi l'oligarchie internationale. Ce n'est pas faire preuve de «complotisme» que de constater que le gouvernement doit présenter à la Commission européenne son budget avant de le présenter à l'Assemblée Nationale pour le faire voter. C'est le résultat de la directive européenne «two-pack» de 2013 adoptée par le Conseil des Ministres de l'Union européenne. Que dirait ladite Commission, si d'aventure un gouvernement décidait d'augmenter le budget des hôpitaux ou d'investir dans la SNCF? Elle refuserait le budget et la France, ayant en 2008 inclus le traité de Lisbonne dans sa constitution, n'aurait aucun argument juridique à opposer. Rappelons que ce traité a été voté grâce à l'alliance de l'UMP qui aujourd'hui affiche son républicanisme et du PS, «gauche de la droite» qui de toute évidence usurpe le qualificatif de socialiste.

Le traité de Lisbonne est la copie conforme du Traité Constitutionnel Européen, pourtant rejeté le 29 mai 2005 par 55% des Français. Les sondages montrent qu'il le serait aujourd'hui par 62%. Le Peuple a bien compris et comprend de plus en plus que ses intérêts sont antinomiques à ceux de la construction européenne, et les quelques intellectuels qui avaient cru il y a dix ans en une «autre Europe» s'aperçoivent aujourd'hui que l'Union européenne supranationale n'est pas réformable .

L'exemple de la Grèce est éclairant. Voici un pays qui subit depuis quatre ans les diktats de la troïka formée de la Commission européenne, de la Banque Centrale Européenne et du Fonds Monétaire International, toutes institutions atlantistes et néolibérales. Malgré l'élection de Syriza, parti qui tente de résister au désastre humanitaire créé par les exigences de l'étranger, les dites institutions réclament de nouvelles privatisations et de nouvelles suppressions de services publics. Et ceci pour le remboursement d'une dette dont le peuple grec n'est pas responsable. Cette dette de plus de 300 milliards d'euros est impossible à rembourser, comme l'est la dette de la France qui se monte à 2 000 milliards d'euros (dont 1 800 d'intérêts) et à la dette des États-Unis qui se monte à 16 000 milliards de dollars.

On sait que les dettes seraient nulles ou négligeables si les États avaient pu emprunter gratuitement à leurs Banques centrales, comme c'était le cas en

France avant le 3 janvier 1973 et en Europe avant le traité de Maastricht. Le remboursement des dettes publiques est un moyen d'enrichir les banques mais surtout un prétexte que les oligarchies ont trouvé pour contraindre les pays à privatiser et à supprimer leurs services publics. Il est significatif que le vocabulaire européen ne parle plus de services publics, mais de services d'intérêt général pouvant bien entendu être effectués par des entreprises à capitaux privés.

Même si certains services restent publics, ils doivent accepter la concurrence du privé, ce qui les entraîne inévitablement à adopter les règles européennes de «la concurrence libre et non faussée». C'est le cas de la SNCF qui augmente ses tarifs voyageurs, abandonne le fret pour le confier aux camions au mépris de la protection de l'environnement et supprime des lignes pour favoriser le trafic en autocar au détriment de la ponctualité et de la sécurité des voyageurs. Pendant qu'il réduit ainsi les activités de la SNCF en France, son directeur Guillaume Pépy nous informe qu'il va investir à l'international, selon une parfaite logique capitaliste.

Ne pas désigner le moteur européen de l'attaque contre les services publics nationaux est démobilisateur. Voici 20 ans que les citoyens essayent par des manifestations, des pétitions, des lettres, de défendre leurs services publics. Ils s'aperçoivent que leurs efforts sont vains, et il n'est pas étonnant que beaucoup dans les classes populaires mettent leurs espoirs dans l'extrême-droite. Porter au pouvoir le Front National n'arrangera rien, car celui-ci ne défend pas les classes dominées mais un capitalisme national qui d'après lui serait plus efficace dans la lutte de tous contre tous qu'est la mondialisation.

Le MS21 ne participera pas aux actions de la Convergence qu'il sait inutiles et qui ne servent qu'à masquer les vraies responsabilités. Il cherchera l'alliance avec tous les mouvements démocratiques respectueux de l'indépendance nationale, afin de créer un véritable front de défense des services publics à la française, radical et efficace.